



## **La poésie retrouvée**

Discours d'ouverture

prononcé par Molly Kane, Directrice générale d'Inter Pares<sup>1</sup>

à la 15<sup>e</sup> édition du programme d'été de l'Institut de développement communautaire de Concordia

« Quelles sont nos appartenances? Des choix individuels à l'action politique citoyenne »

Montréal, le 10 juin 2007

Depuis maintenant quelques mois, j'essaie d'imaginer ce moment; je me suis imaginée à de nombreuses reprises dans cette pièce avec vous, me demandant ce que je voudrais bien dire après « Merci et bonne soirée ». J'ai réalisé que l'imagination de l'espace est très importante comme point de départ à cause de la façon dont certains espaces, créés et développés par des gens qui aspirent à la justice, ont influencé ma façon de comprendre le monde, ce qui m'interpelle, et ce que je tiens à partager avec vous ce soir.

J'aimerais d'abord commencer en vous racontant l'histoire d'un de ces espaces. En janvier 2002, j'ai eu la chance de participer au premier Forum social africain qui s'est tenu à Bamako au Mali. Le Forum social africain était organisé par des militantes et des militants de toutes les régions de ce continent provenant de différents secteurs : du mouvement paysan, syndical et étudiant, des intellectuels et des journalistes. J'étais parmi un petit groupe de non-Africains qui avait été invité à participer en tant qu'observateurs, un petit groupe formé de personnes dédiées à la solidarité internationale avec ces mouvements africains. Le Forum a duré une semaine, incluant des ateliers et des séances plénières qui ont traité d'un éventail d'enjeux allant des droits de la personne à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en passant par l'annulation de la dette, les droits des femmes, l'édification de la paix et la démocratisation. Il y a eu de nombreux débats et conversations qui se sont poursuivis lors des repas et parfois même tard dans la nuit.

Au cours de cette semaine, autant stimulante que chaotique, j'ai entendu plusieurs histoires, différents points de vue. Les plus jeunes ont remis en question l'espace que la génération précédente leur laissait pour développer de nouvelles formes de leadership ou d'actions politiques. Des femmes ont affirmé leur détermination à ne pas être marginalisées au sein de différents mouvements. Des agricultrices et des agriculteurs ont critiqué des ONG et des universitaires pour s'être approprié leur voix et leurs luttes. Des intellectuels ont questionné des représentants du gouvernement et leur ont demandé de justifier pourquoi ils continuaient d'accepter des politiques économiques de libéralisation qui étranglent leur continent. Un jeune homme de la République démocratique du Congo, qui s'était rendu jusqu'à Bamako sur le pouce, s'est levé en séance plénière, et d'une voix remplie d'émotions, a demandé pourquoi, même lors du Forum social africain, il n'y avait pas d'indignation, pas de réponse pour arrêter le carnage et le pillage de la guerre dans son pays.

Il y a eu des larmes de joie, mais aussi de colère, il y a eu de nombreuses blagues et plusieurs rires. Pour quelqu'un qui venait du Canada, et du monde des ONG internationales, il y avait une chose dans ce Forum, organisé sous la bannière « Une autre Afrique est possible », qui brillait par son absence : au cours de cette semaine, je n'ai jamais entendu qui que ce soit dire que l'Afrique avait besoin de plus d'aide au développement. Personne n'a dit que l'Afrique n'en avait pas besoin non plus. Mais, alors qu'on

discutait des différentes directions vers d'autres Afriques possibles, les personnes pour qui l'Afrique est chez eux n'ont même pas mentionné l'aide au développement.

Le Forum social africain a eu lieu seulement quelques mois avant que le Canada accueille les leaders du G8 à Kananaskis; comme vous vous en souvenez peut-être, l'« Afrique » était un des principaux sujets à l'ordre du jour du G8 à ce moment. Pour moi, la leçon tirée lorsque j'étais avec les participants du Forum social de Bamako, ne fut pas que l'aide internationale n'était pas une priorité stratégique pour les militants africains. À ce moment-là, je pensais plutôt à l'énorme fossé existant entre ce que disaient ces militantes et militants pour la justice sociale, bien ancrés dans la réalité de leurs luttes locales, et ce qui était dit « en leur nom » par les organisations oeuvrant à appuyer leurs efforts. Ce qui m'a frappée, c'est qu'au moment où diverses campagnes mondiales sur l'avenir de l'Afrique s'articulaient à l'extérieur du continent, on n'entendait que trop rarement les voix de la grande majorité des gens qui vivent et bâtissent leur avenir dans des pays africains. À travers un message diffusé par d'autres en leur propre nom, et soi-disant pour leur rendre service, on en était venu à réduire leurs vies de luttes historiques pour l'émancipation et la décolonisation, et d'aspirations diverses et complexes pour la survie et l'auto-détermination, à des « désastres » des « cas désespérés », des projets à gérer, des problèmes à régler avec le savoir, la technologie et le pouvoir des autres.

Mais pourquoi est-ce que cela est si important pour nous ce soir?

C'est important parce que nous vivons à une époque d'oppression et de répression autant locales que globales. Et nous vivons également à une époque de résistance et d'affirmation qui sont elles aussi autant locales que globales. Il est important de voir comment nous nous aidons les uns les autres à mettre tous ces morceaux ensemble. Parce que la manière dont nous mettrons ces morceaux ensemble va donner forme à ce que nous savons et ce que nous décidons de faire à ce sujet. La façon dont nous construisons notre compréhension de réalités sociales et la façon dont nous nous aidons à interpréter les événements dans nos vies révèlent également l'aspect politique de nos actions futures.

L'auteure indienne, Arundhati Roy a déjà dit : « À une époque où l'opportunisme est roi, lorsque tout espoir semble perdu, lorsque tout se résume à une basse transaction commerciale, nous devons trouver le courage de rêver. D'être poètes à nouveau. Poètes, parce que convaincus par les valeurs de la justice, de la liberté et de la dignité. Pour toutes et tous. Nous devons faire cause commune et, pour cela, il nous faut comprendre comment tourne cette grosse vieille machine, pour qui et contre qui elle tourne. Qui paie le prix et qui retire les profits. »<sup>ii</sup>

Alors, qu'avons-nous à nous dire sur la façon dont fonctionne cette vieille grosse machine? Je suis certaine que je ne suis pas la seule à me sentir surpassée par le rouleau compresseur de la militarisation et les ravages de la cupidité à travers la planète. Même en cette soirée tranquille dans l'ouest de la ville de Montréal, nous savons (comme la campagne d'Amnistie Internationale contre la torture nous le rappelle d'une façon si cinglante) « peut-être que ça ne se passe pas ici, mais ça se passe maintenant. » Sans aucune exagération, nous pouvons dire que nous vivons à une époque où la brutalité du pouvoir et le pouvoir de la brutalité sont menaçants comme ils ne l'ont jamais été. Nous vivons sous le règne de tyrans qui manipulent sans scrupules les institutions démocratiques et l'histoire à l'aide d'une militarisation toujours plus importante, de violence, d'expropriation, de pillage et d'impunité sans précédent à l'échelle mondiale.

Peut-être nous sentons nous surpassés par les événements, mais nous ne sommes pas des Cassandre à qui on aurait jeté un mauvais sort et qui seraient en train de perdre la tête en étant les seuls à voir des choses que personne d'autre ne croit. Nous nous rassemblons, que ce soit à Bamako ou à Montréal, parce que nous savons, comme le dit si bien Leonard Cohen, qu'« il y a une fissure dans tout, c'est de cette façon

que la lumière fait son chemin ». C'est dans la nature même de cet édifice du pouvoir que nous confrontons de contenir ces fissures. Elles y sont tant au plan structurel que métaphysique.

Nous pouvons nous éduquer les uns les autres sur ces fissures. L'année dernière, j'ai eu la chance d'entendre une présentation à Kingston d'un jeune homme états-unien, Darrell Anderson. En janvier 2005, Darrell est venu au Canada depuis Lexington au Kentucky pour éviter d'être retourné en Irak, où il avait déjà servi pendant sept mois comme militaire et s'était vu remettre un « cœur pourpre » après avoir été blessé par une bombe sur le bord de la route. Darrell a confié que son expérience en Irak l'avait convaincu que la guerre était injustifiée et qu'il n'aurait pu vivre avec les conséquences de ses propres actions s'il avait continué. Il a dit qu'il avait joint l'armée avant l'invasion comme de nombreux jeunes états-unien qui s'étaient fait promettre une éducation et le respect de leur pays. « Mais », dit-il, « ma maman ne m'a pas élevé pour haïr d'autres personnes. Et des personnes innocentes – des personnes, comme ma mère et mes sœurs, se font tuer, et de jeunes soldats meurent pour une guerre illégale. » Darrell en avait autant à dire sur les rêves tourmentés d'un jeune homme en Amérique qu'il en avait à dire sur la guerre que nous voyions seulement à la télévision. Et il nous a toutes et tous impliqués dans cette histoire en appelant vivement les Canadiennes et les Canadiens à rendre possible à un plus grand nombre de soldats états-unien de trouver refuge ici, parce que, comme il a dit, « Je suis maintenant préparé à aller en prison plutôt que de retourner en Irak. Mais cela n'arrêtera pas la guerre. Cela prendra beaucoup plus de gens qui refuseront de se battre. Nous devons les aider. Nous devons arrêter cette guerre. »<sup>iii</sup>

Il est facile de comprendre comment une personne peut être paralysée par la peur d'un coup de poing à la figure ou bien avec un fusil pointé dans son dos. Mais dans le monde d'aujourd'hui la majorité des forces morbides et destructives résident non pas dans des armes bien réelles, mais bien sur notre propre consentement, sur notre conviction que nous n'avons pas d'autres choix; que nos espoirs pour une norme de dignité pour toutes et tous ne sont pas réalistes. Pour contrer cette logique, nous devons reconnaître la construction mentale qui la sous-tend. Nous devons retirer notre crédulité et notre consentement.

Nous savons à partir de légendes et de l'histoire qu'il y a toujours eu des fissures dans l'édifice de nos croyances selon lesquelles « la force prime le droit », « les pauvres seront toujours avec nous », que « la cupidité fait partie de la nature humaine », « que tout a un prix », « Dieu est de notre côté ». Ces fissures de dissidence et de résistance font aussi partie de notre héritage humain. Elles s'expriment dans l'art et la dignité, le courage et la générosité. Elles vivent dans nos souvenirs et notre imagination, comme une prémisses, comme un héritage de nos ancêtres, de nos anges, nos camarades et nos héros. Mais afin de trouver ces fissures, nous devons les chercher. Nous devons croire qu'elles existent et croire qu'elles révèlent ce que nous devons absolument trouver afin de continuer à vivre. Nous ne pouvons nous permettre d'accepter comme permanent ou naturel ce qui est si récent, limité et dangereux pour la vie sur cette planète.

C'est surprenant, et parfois même troublant, de réaliser que, malgré ce que nous savons sur nous-mêmes et le monde, nous pouvons ajuster aussi rapidement notre jugement sur ce qui est tolérable ou sur ce qui est possible. Il peut être très révélateur d'essayer de se rappeler comment nous comprenions le monde il n'y a pas si longtemps. Qu'est-il arrivé que nous ne pouvions même pas nous imaginer et qui a influencé nos perceptions de ce que nous considérons maintenant comme étant normal et immuable, et donc impossible à changer? Pour quelques instants, pensez à comment étaient les choses il y a quinze ans. L'été de 1992. Où étiez-vous? Quels étaient vos espoirs? Quelles étaient vos craintes? Qu'est-ce qui vous empêchait de dormir la nuit? Quelles étaient vos sources d'inspirations lorsque vous vous levez le matin?

Nous étions toutes et tous à différents endroits, à différents âges – certains parmi nous étaient encore enfants, d'autres adolescents, certains déjà grands-parents. Certains étaient à la recherche d'un emploi,

d'autres à la veille de leur retraite. Certains d'entre vous étaient peut-être même à la première édition du programme d'été de l'Institut. Certains d'entre vous n'étaient encore jamais venus au Canada. Pour ceux qui habitaient au Canada à ce moment-là, vous voulez peut-être faire un exercice de mémoire comme je l'ai fait en revoyant quels événements faisaient les manchettes cette année-là. En 1992, vingt-six miniers trouvaient la mort lors du désastre de la mine Westray en Nouvelle-Écosse. Un moratoire de deux ans sur la pêche à la morue était annoncé. La nouvelle équipe des Sénateurs d'Ottawa jouait sa première partie dans la LNH. L'Accord de Charlottetown était rejeté dans un référendum pan-canadien. Le Nunavut voyait le jour à la suite d'un autre référendum. Les premiers membres de la force aérienne canadienne arrivaient en Somalie. Le sommet de la terre des Nations unies se tenait à Rio de Janeiro. Le premier ministre Brian Mulroney signait l'ALÉNA, l'Accord de libre-échange nord-américain. En 1992, le gouvernement des États-Unis appuyait les Mujahedeens en Afghanistan et le peuple irakien n'était pas en guerre, mais vivait sous les sanctions économiques internationales qui ont causé la mort de plus de 500 000 enfants. En 1992, le livre « Le patient anglais » de Michael Ondaatje remportait le Booker Prize et Leonard Cohen lançait son album, *The Future*.

Nous organisons le passé pour en tirer des leçons. Mais, une de ces leçons est sûrement de réaliser que nous pouvons encore être surpris. En 1992, Nelson Mandela n'avait pas encore été élu président de l'Afrique du Sud. L'Organisation mondiale du commerce n'existait pas. Les négociations secrètes de l'OCDE sur l'Accord multilatéral sur les investissements, l'AMI, n'étaient pas encore commencées. Et bien sûr, en 1992, le 11 septembre commémorait encore différents événements. Aurions-nous pu anticiper que le « *dividende de la paix* » promis par la fin de la Guerre froide allait devenir cette folie qu'on appelle Guerre contre le terrorisme? Cependant, aussi important, aurions-nous pu imaginer que le 15 février 2003, plus de dix millions de personnes sur cinq continents marcheraient contre la guerre? Nous pouvons avoir certaines idées de comment nous sommes arrivés ici - mais comment sommes-nous préparés pour ce que nous ne pouvons même pas anticiper?

Comment est-ce que Maher Arar et Monia Mazigh étaient préparés à être confrontés aux conséquences de la participation du Canada dans cette soi-disant Guerre contre le terrorisme?<sup>iv</sup> Et comment étaient préparés leurs concitoyennes et concitoyens? L'histoire terriblement douloureuse de Monia et Maher est aussi une histoire de courage et de persévérance extraordinaires. Et ils sont les premiers à dire qu'ils n'étaient pas seuls dans leur lutte victorieuse pour la justice. En février dernier, je prenais part à une soirée sur la colline parlementaire honorant Maher Arar et Monia Mazigh et visant à amasser des fonds pour une bourse d'études des droits de la personne de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa qui a été nommée en leur honneur. Ce fut une soirée inoubliable au cours de laquelle Maher et Monia ont aussi rendu honneur à celles et ceux qui ont été à leurs côtés depuis les débuts de leur rude épreuve, à un moment où plusieurs personnes avaient trop peur pour dénoncer et s'élever contre cette situation. Le repas était une célébration du courage, et du besoin de croire profondément en ce que nous faisons. Monia a bien saisi l'essence de cette conviction dans un message éloquent à l'ensemble des invités disant :

« Qui aurait cru qu'en débarquant à l'aéroport de Mirabel environ seize ans auparavant dans un pays nouveau, que ma vie deviendrait celle qu'elle est aujourd'hui. Jamais je ne l'aurai cru et pourtant c'est la vérité. Mon rêve à l'époque se limitait à continuer mes études et avoir une vie professionnelle et intellectuelle remplie et motivante. Même si j'ai pu réaliser ce rêve, je me suis retrouvée en 2002 dans un cauchemar qui m'a semblé sans fin. Sans travail, sans mari, avec deux jeunes enfants et surtout en train de convaincre le monde que mon mari n'est pas un terroriste. Beaucoup de personnes à ce moment me regardaient avec des yeux de pitié en ayant l'impression de me dire : bonne chance tu peux toujours espérer... J'ai espéré, et je continue toujours d'espérer et c'est comme ça que les choses peuvent bouger. »

Comment pouvons-nous, tout comme Monia Mazigh, continuer d'espérer afin que les choses puissent bouger?

Cette question des plus difficiles: « d'où vient donc l'espoir? » a pour moi une réponse qui n'est pas nécessairement complète. La lutte pour la justice, pour une vie humaine et saine pour toutes et tous sur cette terre, est une histoire ancienne – et il y a de nombreuses preuves qu'elle demeura probablement inachevée. Rien n'est garanti. Rien n'est promis. Et pourtant, comme l'a dit June Callwood pas très longtemps avant de décéder du cancer ce printemps, « ce que vous avez c'est une vie. » Ce que nous avons c'est une vie.

Martin Luther King a dit, « Nous perdons une partie de nos vies lorsque nous demeurons silencieux sur des sujets qui importent ». En février dernier, Monia Mazigh nous a rappelé qu'il est aussi vrai que lorsqu'on nomme ce qui importe, nous connaissons alors la plénitude de nos vies.

Quelles sont les choses qui nous importent aujourd'hui? Que devons-nous nommer afin de ne pas perdre une partie de nos vies?

Que ce soit à Bamako en 2002 ou à Montréal cinq ans plus tard, que pouvons-nous dire et faire ensemble? Ce soir, alors que nous entamons ce forum de personnes, alors que nous nous réunissons avec nos questions, nos espoirs, nos peurs, nos souvenirs, nos déceptions et nos fiertés. Nous sommes appelés à créer cet espace où des histoires peuvent être racontées et où des vérités, surprenantes ou bien familières, peuvent être entendues. Ceci n'est pas seulement dû à notre désir d'être chaleureux et accueillants. C'est aussi parce qu'il est absolument nécessaire de comprendre le monde dans lequel nous vivons et d'imaginer et créer les futurs qui nous nourriront.

Peut-être n'avons-nous pas tant besoin de clamer qu'un autre monde est possible, mais plutôt que d'autres mondes ont toujours existé et continuent d'exister. Par d'autres mondes, j'entends la diversité de places et de manières d'être de la société humaine, de naître et de grandir, de travailler et de mourir. Il y a de cela quelques années, j'ai brièvement fait la rencontre d'une femme de mon âge au Soudan. Pour la première fois, elle était partie de son village sur les côtes de la mer Rouge pour se rendre à une conférence à Khartoum organisée par des ONG soudanaises et des organisations de femmes afin de témoigner de son militantisme local pour l'émancipation des femmes. Nos routes, avant et après cette conférence, appartenaient à deux mondes différents. Mais il est aussi vrai que cette femme brave et déterminée partage cette planète et cette histoire humaine avec vous et moi. Elle est une artisane de la survie et de la transformation sociale. Son monde n'est ni plus ni moins en devenir ou « en voie de développement » que le nôtre. Nous sommes toutes et tous des manifestations de ce qu'est la vie humaine sur cette planète, à l'instant même.

La justice est l'aspect politique de relations équitables; c'est l'aspect politique de l'espoir et de la gratitude pour cet inéluctable miracle d'avoir une vie. Nous connaissons toutes et tous des personnes dont les paroles et les actions nous rappellent ce miracle, et les joies de lutter ensemble, en solidarité, en cause commune, pour rendre nos rêves réalité. J'aimerais conclure ce soir avec les paroles d'une merveilleuse Montréalaise, Léa Roback, que j'ai rencontrée pour la première fois en 1982. À cette époque, Léa avait déjà quatre-vingts ans. Elle était forte de son esprit combattant et de l'amour qui ont inspiré tant de gens, dont plusieurs parmi vous dans cette salle, j'en suis sûre. Durant la Grande dépression, Léa s'est jointe à la lutte contre la pauvreté et l'injustice et pour le droit de vote des femmes, pour leur droit à l'éducation et pour leur droit à l'emploi. Elle était une organisatrice syndicale et une militante au sein du mouvement pour la paix et du mouvement pour les femmes. Léa est décédée il y a sept ans. Elle a laissé un riche héritage à celles et ceux qui ont eu la chance de faire sa connaissance et à d'autres qui peuvent encore entendre ses paroles aujourd'hui.

Léa a dit, « Vous devez vous dire à vous-mêmes : « J’agis du plus profond de mes convictions. Advienne que pourra, je continue vers l’avant; si cela réussit tant mieux, si non, je trouverai une autre voie ou bien je continuerai. » Il n’y a rien de plus désolant que des gens sans enthousiasme. » Je pense bien que Léa aurait raffolé de l’atmosphère dans cette salle ce soir. À cette semaine du programme d’été qui commence, nous apportons nos plus profondes convictions et notre enthousiasme, et nous serons sûrement bénis de connaître la plénitude de nos vies.

Merci.

---

<sup>i</sup> Inter Pares est une organisation canadienne de justice sociale qui tisse des liens de solidarité avec des groupes militants à travers le monde. Voir: [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca).

<sup>ii</sup> Arundhati Roy, *An Ordinary Person’s Guide to Empire*, South End Press, Cambridge, Mass., p. 116.

<sup>iii</sup> Voir [www.resisters.ca](http://www.resisters.ca)

<sup>iv</sup> Maher Arar est un consultant informatique de 34 ans. Il est né en Syrie et est arrivé au Canada avec sa famille à l’âge de 17 ans. Il est devenu citoyen canadien en 1991. Le 26 septembre 2002, alors qu’il retournait chez lui après des vacances, lors d’un transit à l’aéroport JFK de New York, Arar fut détenu par les autorités états-uniennes et interrogé sur des soi-disant liens avec al-Qaeda. Douze jours plus tard, il fut enchaîné et envoyé en Syrie où il fut détenu dans une cellule aux apparences d’une tombe pour dix mois et dix jours avant d’être transféré dans une meilleure cellule dans une autre prison. En Syrie, il fut battu, torturé et forcé de faire une fausse confession. Durant son emprisonnement, la femme de Arar, Monia Mazigh, a fait campagne sans relâche en son nom jusqu’à ce qu’il revienne au Canada en octobre 2003. Le 28 janvier 2004, à la suite de pression d’organisations canadiennes pour les droits de la personne et d’un nombre croissant de citoyennes et citoyens canadiens, le gouvernement du Canada a annoncé une Commission d’enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar. Le 18 septembre 2006, le Commissaire de l’enquête, le juge Denis O’Connor, a lavé Arar de toutes allégations relatives au terrorisme, annonçant qu’il était « en mesure d’affirmer catégoriquement qu’aucune preuve n’indique que M. Arar a commis quelque infraction que ce soit ou que ses activités constituent une menace pour la sécurité du Canada ». Voir : [www.maherarar.ca](http://www.maherarar.ca).